



UN SEUL TABOU

S. Guerini aura réussi à **faire le buzz de la semaine autour de sa sortie sur « faciliter le licenciement des fonctionnaires »**. Très courageusement, il a soigneusement évité la question lors de la réunion

LE GOUVERNEMENT VEUT LEVER LE "TABOU DU LICENCIEMENT" DES FONCTIONNAIRES

OUI LÀ LÀ ! ATTENTION ! OUTRE LE FAIT QUE CELA EXISTE DÉJÀ POUR FAUTE D'INSUFFISANCE PROFESSIONNELLE...

...FACILITER LES LICENCIEMENTS METTRAIT EN PÉRIL L'INDÉPENDANCE MINIMALE DÉJÀ TRÈS PRÉCAIRE DES FONCTIONNAIRES FACE AU POUVOIR POLITIQUE.

BAH POURQUOI JE VEUX LE FAIRE, À TON AVIS, BANANE ??!



Fonction publique nationale avec les OS mardi matin. Cette provocation a deux effets : entretenir le bashing anti fonctionnaires (tous des fainéants et incompétents) et masquer l'attaque de fond contre le statut que constitue l'annonce de la suppression des corps. La Cgt rappelle que la garantie de l'emploi du fonctionnaire

n'empêche pas les licenciements pour insuffisance professionnelle ou faute grave, déjà prévus dans les textes. Et il ne faut pas oublier que le fonctionnaire est soumis à double peine au nom de l'exemplarité et de la probité : toute condamnation civile ou pénale entraîne une sanction administrative qui peut aller jusqu'à la révocation ! Ce coup de canif dans le statut a peu de chance d'aboutir car cela voudrait dire que l'État employeur devrait cotiser pour le chômage.

Le seul tabou pour S. Guerini est l'augmentation des rémunérations. Le gel des salaires a encore été confirmé ce mardi.

EXPLOSION DES CORPS

L'annonce de la fin des catégories A, B et C au motif de « fluidifier » les parcours est extrêmement grave et signerait la fin du statut du fonctionnaire.

Le fonctionnaire est titulaire de son grade, pas de son emploi. Le corps garantit une progression salariale au fil de la grille de rémunération. La disparition des catégories entraînerait la suppression des grilles donc de l'avancement salarial régulier. Cela impliquerait que la rémunération est fixée selon l'emploi occupé et que pour évoluer, il faudra bouger. Cela veut également dire que la rémunération sera entièrement dépendante de la chaîne hiérarchique. Il en résultera un blocage des rémunérations pour de nombreux collègues qui seraient mieux payés que la cotation de leur poste (voir ce qui se passe dans la

métallurgie!). Cette mesure expose le statut du fonctionnaire et permettra, de facto, de tailler dans la masse salariale de la fonction publique.

PRÉCIPITATION EN 4 JOURS

La nouvelle directrice de Bercy a sans doute pour ambition d'être la « première de la classe ». Elle lance dans la précipitation une consultation des directions sur l'expérimentation de la semaine EN quatre jours. Cela affole les états-majors, car on vise un accord de méthodes dès l'été 2024 pour une expérimentation sur un an.

Les grandes lignes sont figées : pas de réduction du temps de travail, pas d'effectifs supplémentaires, possibilité de faire l'expérimentation en 4,5 jours, pas de réduction des ouvertures au public. Le tout « sans altérer la qualité du service public et les conditions de travail ».

Première conséquence, la réduction prévisible des jours de télétravail qui passeront à deux maximum. Cette expérimentation est lourde de menaces pour la santé des agent-es. La non réduction des charges conduit automatiquement à une intensification du travail. Rester plus longtemps assis-e devant un écran peut créer des maux de tête, d'yeux et de dos.

De plus, les journées à rallonge (XXL) sont difficilement compatibles avec la vie de famille ou la vie associative. Le fait que le choix du jour off se fasse service par service emporte un chaos prévisible dans les relations interservices et on voit difficilement comment les usagers pourront s'y retrouver.

Nous sommes donc très très loin d'un progrès social pour les agent-es et le service public. La CGT appelle les collègues à bien mesurer les conséquences de cette expérimentation et met en garde Bercy dans son rôle d'apprenti sorcier.

COMMENT ON CREUSE LE DÉFICIT

Les annonces catastrophistes sur le déficit budgétaire de l'État entraînent un nouveau tour de vis sur les dépenses publiques. Plutôt que d'investir massivement dans les services publics et dans la transition écologique et énergétique pour préparer l'avenir, le gouvernement utilise le déficit et la dette publique pour financer encore des cadeaux fiscaux aux entreprises et aux ménages les plus riches. Il s'appuie ensuite sur ces déficits pour justifier de nouvelles coupes dans les dépenses sociales !

Pour la CGT, la baisse des recettes est le cœur du problème. Cette dimension soigneusement occultée doit être mise en avant pour contrer l'offensive néolibérale.